



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE MAR ELIAS

**Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Afrique du Nord et Moyen-Orient**

MADANI Sophia
Décembre 2022



PHOTO ©2018 INGUNN
ERIKSEN/LEBANON STUFF



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE MAR ELIAS

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

La législation au Liban

Les modalités d'accès au camp

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

La promiscuité

Des installations précaires et dangereuses

Le manque de soins

Le chômage

Le Liban en crise

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de **MAR ELIAS**



LE CAMP DE MAR ELIAS SE SITUE :

- Sud-Ouest de Beyrouth
- 33.877198 , 35.487371



CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

En novembre **1947**, l'adoption par l'Assemblée générale de l'organisation des Nations unies (ONU) de la résolution 181, actant la division de la Palestine en deux États, un arabe et un juif, provoqua une **guerre civile** entre Palestinien-ne-s et juif-ve-s de Palestine. Au mois de mai **1948**, entre 200 à 300 000 Palestinien-ne-s avaient alors **fui** de chez eux. Le 14 mai 1948, tandis que le mandat britannique prenait fin, la **création officielle de l'État d'Israël** fut déclarée. La première guerre israélo-arabe débuta alors impliquant la Syrie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et l'Irak, entrés en guerre contre Israël au lendemain de l'annonce de la création du nouvel État. Une seconde vague de réfugié-e-s palestinien-ne-s d'environ **100 000 personnes** se créa au cours de ce conflit. En octobre 1948, une offensive de l'armée israélienne contre l'armée égyptienne au sud entraîna une nouvelle vague de déplacements d'environ 130 000 personnes qui se réfugièrent principalement dans la bande de Gaza. Sur la même période, la conquête par l'armée israélienne de la région de la Galilée amena quelques dizaines de milliers de personnes à rejoindre le Liban. Au total, entre 1948 et 1949, on estime entre **600 000 à 760 000** le nombre de Palestinien-ne-s déplacé-e-s à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays[1]. Celles et ceux qui ont quitté la Palestine se sont en premier lieu rendus dans les pays voisins dont le **Liban**. Les Palestinien-ne-s qui sont arrivé-e-s au Liban à la fin des années 1940 étaient alors environ 110 000 ce qui représentait **10% de la population libanaise**[2].

Par la suite, la signature en mars **1949** de l'armistice entre Israël et le Liban signifia la fermeture de la frontière entre les deux pays. Pour Israël, cela devait venir consolider les limites du nouvel État et empêcher le retour des réfugié-e-s palestinien-ne-s. En décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la résolution 194 qui permet aux réfugié-e-s palestinien-ne-s qui le désirent de retourner vivre sur leurs terres. Ce **droit au retour** a cependant été rendu pratiquement **impossible** du fait de la **destruction** des anciens villages palestiniens et de la **fermeture** des frontières[3].

Pour faire face à l'afflux des réfugié-e-s palestinien-ne-s, l'**Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)** fut créée en 1949 avec pour mission d'apporter un secours d'urgence aux réfugié-e-s et d'organiser les grands travaux régionaux. Lors de ses premières missions, l'UNRWA comprit cependant rapidement sur le terrain qu'Israël et les pays arabes ne seraient jamais enclins à collaborer pour de grandes réalisations communes. Elle observa aussi que les réfugié-e-s palestinien-ne-s ne renonceraient pas à leur identité et que ces dernier-ère-s refuseraient de retourner sur une terre qui n'est pas la leur[4]. La situation d'exil des réfugié-e-s palestinien-ne-s se prolongea alors au fil des années, notamment en raison de la pérennisation de l'État israélien et de la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens. Les Palestinien-ne-s s'installèrent ainsi en quartiers autonomes dans les villes ou en périphérie dans des camps[5]. Aujourd'hui, les Palestinien-ne-s ne disposent toujours **pas de statut au Liban**, n'ont pu retourner sur leurs terres et restent **marginalisé-e-s** de la société[6].

Au Liban, les camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s sont à la fois des espaces à part, marginalisés qui peuvent être ségrégés en raison du statut juridique particulier de leurs habitant-e-s et en fonction des politiques de l'État libanais, et à la fois des espaces intégrés dans leur environnement. Les limites du camp peuvent en effet devenir plus poreuses selon que les réfugié-e-s palestinien-ne-s aient développé des formes de mobilité, que de nouveaux habitant-e-s migrant-e-s et réfugié-e-s soient venus s'installer ou que des activités commerciales se soient développées[7]. Pour le chercheur Kamel Doraï, l'espace des camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s est : « *un lieu d'habitat, un espace de développement ou de repli économique pour les réfugiés, un lieu de mémoire et d'affirmation identitaire ainsi qu'un lieu d'exercice et de développement du pouvoir politique et militaire* »[8]. Les camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s de Beyrouth occupent ainsi une place ambiguë **entre espace de relégation en marge de la ville et espace inséré dans le tissu urbain**[9].

C'est dans ce contexte d'arrivées de réfugié-e-s palestinien-ne-s à Beyrouth que le **camp de Mar Elias** a été créé. Mar Elias est l'un des plus **petits** camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s du Liban. Établi sur un terrain de **5 400 m²**, il est le seul camp à être situé au sein du tissu urbain de Beyrouth, dans les limites de la municipalité, au Nord-Ouest de la ville. La porte principale du camp fait face au palais de l'UNESCO qui se trouve à 270 mètres[10]. D'autres bâtiments officiels sont situés près du camp tels que le ministère de l'Education nationale ou encore une caserne militaire[11]. Le camp est bordé au nord par un terrain vide et un cimetière et, au sud, par une mosquée ainsi que par un second cimetière, l'église et l'université Saint Elias, et le stade Mazraa[12].

Mar Elias a été fondé en 1952 par la congrégation de Saint Elias qui avait alors mis à disposition un terrain dans le but d'accueillir des réfugié-e-s palestinien-ne-s. Les personnes accueillies

venaient alors principalement de la région de Galilée au nord et avaient été contraints de quitter le pays à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948 et du **massacre de Deir Yasin** qui eut lieu la même année[13]. En 1948, un bateau était ainsi arrivé au port de Beyrouth avec à son bord des réfugié-e-s palestinien-ne-s. Les équipes de secours du gouvernement qui ont accueilli le bateau ont constaté que la plupart des passager-e-s provenaient des villes d'Haïfa et de Jaffa et étaient principalement **chrétien-ne-s**. Il a alors été décidé de les amener au **couvent Saint Elie** appartenant aux **Grecs Orthodoxes**. Les réfugié-e-s y ont été logé-e-s dans les dépendances du couvent et dans le jardin. En 1952, les personnes ont ensuite été déplacées et installées dans le bois près du couvent[14]. Au début de l'installation du camp, il y avait un terrain avec des pins où des tentes ont été installées par les réfugié-e-s. Les premières familles venues s'installer étaient environ 85 et ce sont ces dernières qui ont été à l'origine de l'établissement du camp.

Un camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s est « une zone géographique qui a été mise à la disposition de l'UNRWA par le gouvernement libanais hôte ou louée par l'UNRWA dans le but de loger des réfugiés palestiniens et de construire des installations pour répondre à leurs besoins. Les zones qui ne sont pas allouées à cette fin ne sont pas considérées comme camps officiels »[15].

LA POPULATION ACCUEILLIE

En 1958, Mar Elias accueillait **450 réfugié-e-s** enregistré-e-s puis **612** en 2005[16]. En 2014, **650** réfugié-e-s palestinien-ne-s vivant à Mar Elias étaient enregistré-e-s auprès de l'UNRWA et on estimait qu'officieusement plus de **1 500** Palestinien-ne-s et Libanais-e-s habitaient dans le camp. En 2012, il était aussi estimé à plus de **500** le nombre d'étranger-ère-s habitant dans le camp, parmi lesquels environ **300 migrant-e-s non arabes** venu-e-s principalement d'Éthiopie, du Soudan et du Bangladesh. Les autres habitant-e-s étaient des familles de réfugié-e-s et des travailleur-euse-s syrien-ne-s[17]. À la fin de l'année 2017, le camp aurait atteint **1767** résident-e-s dont 748 réfugié-e-s palestinien-ne-s enregistré-e-s, 55 réfugié-e-s palestinien-ne-s de Syrie, 161 Libanais-e-s, 690 Syrien-ne-s et 113 personnes de différentes nationalités arabes et étrangères. On peut par ailleurs observer que, comme dans d'autres camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s du Liban, le nombre de Palestinien-ne-s habitant dans le camp ne représente plus la majorité mais s'élevait à 42% en 2017[18]. De même, au fur-et-à-mesure de l'émigration des familles d'origine et de l'installation d'autres réfugié-e-s, notamment après la guerre civile libanaise, la proportion de chrétien-ne-s dans le camp a beaucoup diminué[19].

Au fil des années, Mar Elias a en effet connu des **changements démographiques**. Selon le chercheur Kamel Doraï, trois facteurs peuvent expliquer l'émigration massive des premier-ère-s habitant-e-s de Mar Elias. Tout d'abord, parmi les réfugié-e-s chrétien-ne-s arrivé-e-s au couvent de Mar Elias, beaucoup avaient de la famille libanaise par alliance qui leur a permis de s'intégrer plus facilement au sein de la société locale. Les réfugié-e-s palestinien-ne-s de Mar Elias avaient

1767 NOMBRE D'HABITANT-E-S ESTIMÉ DANS LE CAMP EN 2017

PRINCIPALES NATIONALITÉS PRÉSENTES DANS LE CAMP :



Palestine



Syrie



Liban



Éthiopie



Soudan



Bangladesh

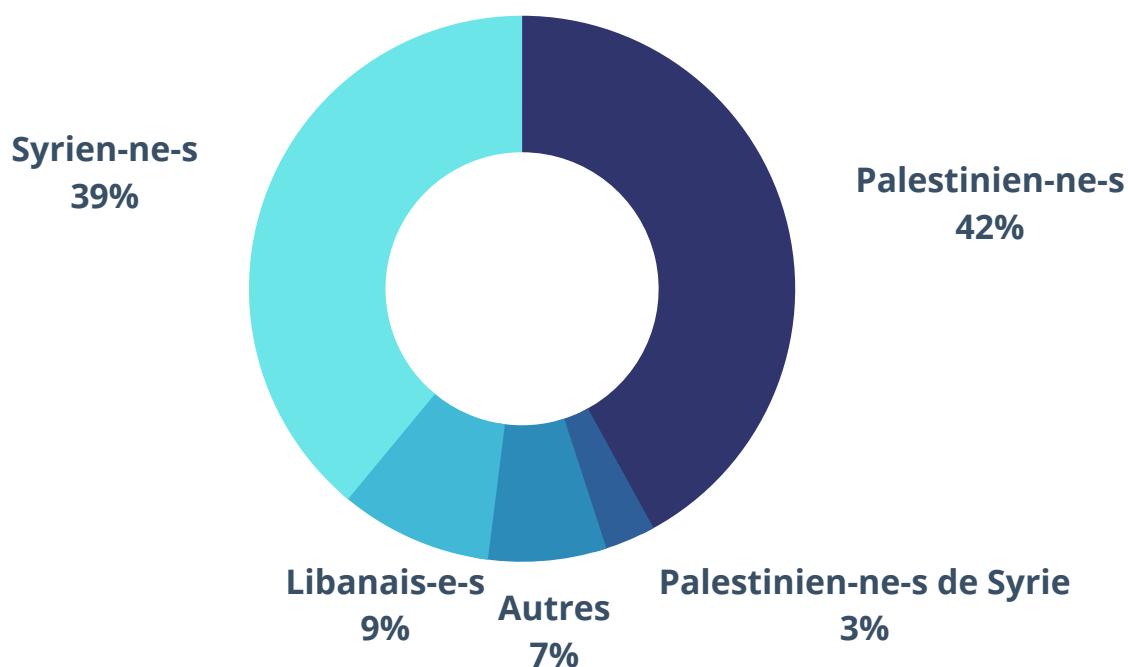
aussi la particularité d'être pour la plupart issu-e-s de zones urbaines ce qui a rendu plus rapide leur insertion dans la ville. Enfin, il faut aussi citer que beaucoup des premières personnes réfugiées à Mar Elias avaient obtenu auparavant des diplômes, simplifiant leur émigration à l'étranger.

Alors que beaucoup des premières familles palestiniennes arrivées à Mar Elias quittaient le camp, plusieurs autres populations sont venues à leur tour s'installer dans le quartier. Durant la guerre civile libanaise (1975 - 1990), il y a notamment eu la venue de familles palestiniennes issues d'autres camps au Liban, à l'image du **camp de Tel El-Zaatar** situé à Beyrouth et qui a été détruit en 1976. Depuis la fin de la guerre civile, Mar Elias a ensuite vu l'installation de diverses populations, pour la plupart pauvres et arrivées depuis peu, dont des Libanais-e-s et des immigrant-e-s syrien-ne-s, asiatiques et africain-e-s[20].

On retrouve ainsi à Mar Elias un certain nombre de travailleur-se-s migrant-e-s, par exemple venu-e-s du **Soudan** ou du **Sri Lanka**, souvent présent-e-s sans documents de séjour officiels. Mar Elias présente en effet plusieurs avantages. Il est situé dans une zone centrale de Beyrouth, les loyers sont peu élevés et les contrôles de police y ont difficilement lieu puisque les forces libanaises restent majoritairement hors des camps palestiniens. On voit ainsi que le camp de réfugié-e-s de Mar Elias peut davantage être compris comme un **espace de « relégation urbaine »**. L'arrivée de nouvelles populations est notamment rendue possible par la location de la part des Palestinien-ne-s de leur logement dans le camp. Ces dernier-ère-s le font soit après leur émigration qui a laissé leur habitation vide ou soit parce qu'un étage supplémentaire a été construit à leur bâtiment, même si cela est souvent illégal, permettant de louer cette nouvelle partie. Kamel Doraï a par ailleurs relevé quatre principales

raisons qui expliquent que Mar Elias accueillent de nombreuses populations migrantes. On retrouve la location de logements par des familles palestiniennes du camp qui s'assurent un revenu supplémentaire, l'importante émigration des Palestinien-ne-s du camp qui laissent la place à d'autres habitant-e-s, l'attractivité pour les migrant-e-s pauvres de loyers peu élevés et, enfin, le fait que les forces de sécurité libanaise ne pénètrent que rarement dans le camp et ainsi procèdent peu à des vérifications des papiers des habitant-e-s[21].

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DE LA POPULATION DU CAMP :



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LA LÉGISLATION AU LIBAN

Au cours de son histoire, le Liban a reçu sur son territoire de nombreuses vagues de réfugié-e-s. Au **XXe siècle**, plusieurs afflux de populations sont notamment survenus. Entre 1924 et 1939, de nombreux **Arménien-ne-s** ont fui vers le Liban, puis en 1948 ce fut au tour des **Palestinien-ne-s**. Depuis les années 1980, beaucoup d'**Irakien-ne-s** ont également quitté leur pays pour le Liban et, enfin, la plus récente vague d'arrivées est composée des réfugié-e-s **syrien-ne-s** à partir de 2012[22]. L'ONG Vision du Monde fait ainsi état au Liban en 2018 de la présence de près de **1,5 million de réfugié-e-s syrien-ne-s** et près de **300 000 réfugié-e-s palestinien-ne-s**[23]. Afin de bien saisir l'importance de ces chiffres, il faut ici rappeler que la population totale du Liban s'élèvait à **4,5 millions d'habitants**. Les réfugié-e-s syrien-ne-s représentaient ainsi en comparaison **un quart de la population** vivant au Liban[24].

Malgré la forte présence de populations déplacées sur son territoire, le Liban ne dispose pas pour autant d'une législation favorable à l'accueil des réfugié-e-s. L'État libanais n'a en effet pas ratifié la Convention relative au statut des réfugié-e-s de 1951 et son protocole additionnel de 1967 en raison de la présence de réfugié-e-s palestinien-ne-s sur son sol. Ce sont les **accords bilatéraux** entre le Liban et les pays d'origines qui dictent les politiques mises en place[25]. Le Liban ne veut en effet pas être perçu comme un pays d'accueil pour les réfugié-e-s. Les autorités utilisent par exemple le terme de « déplacé-e-s » pour désigner les réfugié-e-s syrien-ne-s.

La **non-ratification de la Convention de 1951** signifie par ailleurs que les réfugié-e-s au Liban n'ont pas accès à de nombreuses protections juridiques. La politique du gouvernement libanais s'affiche même **hostile** aux personnes réfugiées qui sont considérées comme des menaces politique, économique et sociale pour le pays, en particulier du fait de la longue présence des Palestinien-ne-s et de l'occupation du Liban par la Syrie lors de la guerre civile de 1975[26]. Il faut de plus rappeler qu'au Liban où tout repose sur un équilibre entre les différentes confessions, accepter d'accorder la nationalité aux milliers de réfugié-e-s palestinien-ne-s ou syrien-ne-s, majoritairement musulman-e-s, risquerait de grandement modifier les rapports numériques entre les communautés du pays.

Ces conditions d'accueil particulières peuvent souvent provoquer des barrières politiques, sociales et économiques qui viennent rendre difficile la vie des personnes réfugiées au Liban. On peut ici observer que la loi du travail libanaise **restreint** les possibilités des réfugié-e-s Palestinien-ne-s qui **ne peuvent accéder à 39 emplois**[27] incluant les domaines du médical, des transports publics et de l'agriculture. Le statut des réfugié-e-s syrien-ne-s est également **limité**. Ces groupes sont ainsi souvent conduits à travailler dans le **secteur informel**[28]. Les perspectives sont aussi différentes selon les communautés de réfugié-e-s. Si le HCR peut viser des solutions à long terme pour les réfugié-e-s syrien-ne-s telle que la réinstallation dans le pays d'origine, l'UNRWA ne peut par exemple pas envisager la même solution pour les réfugié-e-s palestinien-ne-s au risque de leur faire perdre leur droit au retour[29].

Pour les Palestinien-ne-s, seul-e-s ceux et celles installé-e-s dans les camps sont officiellement reconnu-e-s comme réfugié-e-s par les autorités. En 2003, le gouvernement libanais a signé un memorandum of understanding avec le **Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)** et a de nouveau appuyé sur le fait que le Liban ne se considérait pas comme un pays d'asile. Les demandeur-se-s d'asile, en-dehors des Palestinien-ne-s, doivent ainsi **s'enregistrer** auprès du HCR avant que les autorités ne leur délivrent un permis de circulation temporaire valable un an[30]. Obtenir le statut de réfugié-e au Liban ne peut ainsi se faire que par l'intermédiaire du HCR ou de l'UNRWA pour les Palestinien-ne-s, sous condition d'avoir intégré l'un des 12 **camps** gérés par cette dernière.

Le rôle du Liban en tant qu'État hôte est de ce fait très **limité** et les réfugié-e-s palestinien-ne-s, notamment celles et ceux vivant dans les camps, sont fortement **dépendant-e-s de**

l'UNRWA. L'Accord du Caire de 1969 a notamment garantie une **indépendance administrative des camps palestiniens** vis-à-vis des autorités libanaises qui n'ont plus eu le droit d'y entrer. L'Accord a été abrogé en 1987, toutefois, l'armée libanaise continue de s'abstenir d'entrer dans les camps (à l'exception du camp de Nahr el Bared) et n'exerce son pouvoir qu'à l'extérieur pour en contrôler les entrées et les sorties. Ainsi, les camps ont gardé leur relative autonomie. Aujourd'hui, le **comité populaire**, composé de factions politiques palestiniennes qui ont leurs propres forces de sécurité, est ainsi le **principal organe politique local** dans les camps. Il doit assurer la gestion de l'eau, de l'électricité et des infrastructures et doit également s'occuper de gérer les relations et conflits à l'intérieur du camp, avec les autres camps et avec les autorités libanaises. On peut ici remarquer que la gestion de services tels que l'électricité représente aussi une réelle manne financière puisqu'elle permet de collecter de l'argent[31].

LES MODALITÉS D'ACCÈS AU CAMP

Mar Elias est un camp que l'on peut qualifier d'**« ouvert »**, c'est-à-dire que l'on peut y entrer et en sortir sans contrôle, tandis que la majorité des camps de réfugié-e-s Palestinien-ne-s du Liban sont régulés par des checkpoints de l'armée. Mar Elias est par ailleurs perçu comme un camp mieux inséré dans son environnement. Son activité économique est en effet connectée aux quartiers qui l'entourent. Le fait que des habitant-e-s du camp se rendent à l'extérieur, que ce soit pour travailler, pour aller à l'école ou encore pour faire des achats, participe aussi à une **meilleure intégration de Mar Elias**. Les habitant-e-s peuvent notamment sociabiliser avec des personnes vivant à l'extérieur du camp.

La connexion de Mar Elias avec son entourage est également due au fait que le camp est **proche du centre de transports** de Beyrouth avec un accès peu cher au Sud, à l'Ouest et au Nord[32]. Si Mar Elias se trouve à l'intérieur du tissu urbain de Beyrouth, il existe tout de même une réelle **différence** entre le camp et les rues qui l'entourent où se trouvent plusieurs bâtiments officiels. Cette différence est visible au niveau de l'aspect des rues mais aussi des symboles que l'on peut y trouver. Aux murs du camp peuvent être vus plusieurs **signes** qui rappellent la **Palestine** tels que des drapeaux, des images de paysages traditionnels palestiniens ou encore des portraits de Yasser Arafat[33]. On peut aussi y apercevoir des affiches rappelant diverses organisations : politiques, onusiennes, ONG, etc.

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP

Les camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s du Liban sont gérés par l'**UNRWA** mais aussi par un comité populaire composé de **factions politiques palestiniennes** implantées au Liban[34]. En plus de l'UNRWA et du comité populaire, plusieurs autres acteurs sont impliqués au quotidien dans la distribution des services dans le camp. On retrouve ainsi l'**État libanais**, l'**OLP**, les organisations non gouvernementales (ONG) ou encore les associations villageoises. Parmi les ONG présentes à Mar Elias on peut citer : la **Palestinian Human Rights Organization**, la **National Institution of Social Care and Vocational training**, **Aidoun** ou encore la **Ghassan Kanafani Cultural Foundation**. Mar Elias accueille par ailleurs de nombreux bureaux des institutions et factions palestiniennes[35]. Aucun des acteurs impliqués dans la gestion du camp ne détient cependant la pleine autorité mais ils **coexistent et se concurrencent**, à différents degrés, pour le contrôle du camp[36].



Les accords du Caire de 1969 :

Avant les accords du Caire de 1969, les camps palestiniens étaient sous fort contrôle des **autorités libanaises**. Ces accords font suite à la guerre de 1967, ou **Guerre des Six Jours**, qui opposa Israël à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, et qui fit de la question du soutien à la cause palestinienne un enjeu de plus en plus central sur la scène politique libanaise. Les mouvements de résistance palestiniens qui s'étaient développés dans le pays avaient alors provoqué la réaction d'Israël qui organisa des **représailles** sur le territoire libanais en **décembre 1968**. La question palestinienne était ainsi devenue un enjeu

politique majeur au Liban avec une **scission** entre celles et ceux qui voulaient apporter un soutien à la cause palestinienne et celles et ceux qui ne le souhaitaient pas, principalement musulman-e-s pour les premier-ère-s et chrétien-ne-s pour les second-e-s. Devant la situation, l'Égypte proposa une médiation qui déboucha sur les **accords du Caire en 1969**. Selon ces accords, le Liban accepta une **présence armée dans les camps palestiniens** menée par l'Organisation de libération de la Palestine (**OLP**) et autorisa les actions de la **guérilla dans le sud du pays**. Ces accords ont ainsi eu pour effet de renforcer la légitimité et l'**autonomie des Palestiniens au Liban**[37].

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP



ACCÈS À L'ÉDUCATION

À Mar Elias, l'**UNWRA** administre une école, la **Kabary Elementary School**, qui accueille **200 élèves**[38]. Il faut ici rappeler que c'est notamment l'**UNRWA** qui est responsable d'assurer les services en éducation et en santé aux réfugié-e-s Palestiniens-ne-s. Les enfants de Mar Elias vont également étudier au sein de l'**école préparatoire Haifa** gérée par l'**UNRWA** située près de **Bourj El-Barajneh**, un autre camp de réfugié-e-s Palestiniens-ne-s de Beyrouth. En 2019, l'école a accueilli 664 élèves venus des trois camps de réfugié-e-s Palestiniens-ne-s de Beyrouth (Mar Elias, Bourj El-Barajneh et Chatila) [39]. À l'issue des enseignements des écoles de l'**UNRWA**, les élèves ont la possibilité de passer les **examens officiels du cursus scolaire libanais** afin d'obtenir des certificats. Lors de l'arrivée de réfugié-e-s palestinien-ne-s de Syrie, l'**UNRWA** avait par ailleurs mis en place un programme d'urgence et ouvert ses infrastructures, dont les écoles, par le biais de la création d'horaires spéciaux pour chaque groupe, Palestiniens-ne-s du Liban et Palestiniens-ne-s de Syrie[40].

Entre 2011 et 2019, la guerre civile syrienne avait en effet provoqué le **déplacement de 11 millions de Syrien-ne-s**, dont une partie s'était réfugiée au Liban. En termes d'éducation, les enfants réfugiés venant de Syrie ont pu accéder à des offres mises en place par le gouvernement libanais. Le Ministère de l'Education et de l'Education supérieure avait par exemple introduit le plan **Reaching All Children with Education** à destination des étudiant-e-s réfugié-e-s et des libanais-e-s marginalisé-e-s dans les écoles publiques. La pression accrue qui existait déjà sur le système éducatif public libanais, proche de la saturation, a ainsi poussé l'État à mettre en place

un dispositif pour l'éducation des enfants réfugiés. Les écoles devaient alors fournir une double rotation dans la journée avec les enfants syriens qui débutaient leur journée d'école après celle des enfants libanais qui s'achevait en milieu d'après-midi. Ces mesures n'ont cependant pas suffi pour répondre aux besoins en éducations de tous les enfants réfugiés de Syrie[41].

L'**UNRWA** fait par ailleurs face à une **crise de financement** qui limite ses moyens. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'**UNRWA**, a en effet déclaré au Conseil de sécurité de l'**ONU**, le 25 août 2022, que l'agence subissait depuis plusieurs années un affaiblissement financier qui, s'il continue, représenterait « une menace existentielle »[42]. Il faut en effet rappeler qu'en 2018, les **Etats-Unis** avaient **suspendu leurs subventions** à l'**UNRWA** alors qu'ils étaient les plus importants donateurs de l'agence avec 300 millions de dollars par an. L'**UNRWA** avait alors pu rebondir grâce aux réactions d'autres donateurs. Les fonds de l'agence sont cependant restés bien inférieurs aux besoins de financement des activités[43].

Les **ONG** assurent aussi des services d'éducation à Mar Elias. La **Ghassan Kanafani Cultural Foundation** dispose d'un centre qui accueille les enfants. C'est une ONG créée en 1974 qui agit pour le **développement éducatif, culturel, économique et social** des enfants et jeunes palestinien-ne-s au Liban. Parmi ses activités, on peut retrouver la tenue de projets artistiques, de formation ou encore l'ouverture de bibliothèques. L'organisation dispose à Mar Elias d'une **maternelle** qui offre aux enfants en situation de **handicap** une opportunité d'apprendre dans un environnement propice à leur développement. Ils peuvent participer à des cours spécialisés, des activités physiques, créatives et artistiques et recevoir un appui en psychothérapie et des examens médicaux généraux. Les familles de ces enfants peuvent aussi bénéficier d'un soutien avec par exemple des interventions psychologiques.

La **National Institution of Social Care and Vocational Training** (NISCVT) ou localement appelée selon son nom palestinien **Beit Atfal Assumoud** ("La maison des enfants de la résistance" en arabe) est une autre organisation qui agit à Mar Elias. Cette ONG est basée au Liban et est engagée pour la communauté des réfugié-e-s Palestiniens-ne-s du pays. Elle a été créée en **1976**, durant la guerre civile libanaise, à la suite du massacre dans l'ancien camp de réfugié-e-s **Tal El-Zaatar**, afin d'apporter une assistance à 200 enfants orphelins. L'organisation propose aujourd'hui à Mar Elias des activités récréatives, des ateliers d'art et d'artisanat, des sessions de sensibilisation pour les jeunes et les mères ou encore des sorties culturelles. L'association organise aussi des pique-niques pour les enfants et les mères ainsi que des dîners durant le mois de Ramadan. Beit Atfal Assumoud possède par ailleurs à Mar Elias un **centre socioculturel** établi en 1987. Ce centre vise à appuyer les familles vivant à l'intérieur du camp mais aussi dans tout Beyrouth. Le centre contient des bureaux administratifs de l'association, des espaces mis à disposition pour les familles, des salles pour les activités éducatives dispensées aux enfants mais aussi des espaces disponibles pour des formations ou ateliers et qui peuvent être mis à disposition d'autres ONG[44].



ACCÈS À LA SANTÉ

L'**UNWRA** administre un **centre de santé** qui assure des soins de santé primaire pour les personnes résidantes dans le camp. Le centre contient les fichiers actifs de 680 familles et prend en charge **50 patient-e-s par jour**[45]. Avant la guerre civile libanaise, on pouvait aussi trouver une clinique et un hôpital d'urgence du Croissant Rouge palestinien mais qui ont ensuite cessé de fonctionner et ont été fermés[46].

Plusieurs initiatives d'organisations internationales en faveur de la santé à Mar Elias ont également vu le jour. En avril 2010, le camp avait participé à la campagne de l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) « 1 000 vies, 1 000 villes » au cours de laquelle des villes autour du monde célèbrent la Journée mondiale de la santé en organisant des activités en faveur de la santé. Le but de cette campagne qui a duré un an était ainsi de faire de Mar Elias un **modèle de camp respectueux de la santé**. L'UNRWA a mené ce plan en partenariat avec des ONG locales et les représentants communautaires. D'autres partenaires ont soutenu l'initiative tels que la municipalité de Beyrouth et la faculté des sciences de la santé de l'Université américaine de Beyrouth. Plusieurs activités ont été organisées avec notamment un forum le **10 avril 2010**. Durant cette journée, un **nettoyage du camp** a été organisé ainsi qu'un **forum de la santé**, un tournoi de football, des examens médicaux gratuits ou encore une compétition de cuisine saine. Des stands avaient été installés pour sensibiliser à certaines maladies comme le diabète, l'hypertension, la pression artérielle et la gestion du stress. Les enfants pouvaient aussi participer à plusieurs activités : activités récréatives et éducatives comme le dessin, jeux ou encore spectacles de marionnettes pour promouvoir une alimentation saine. Cette journée a rassemblé environ 300 visiteur-se-s[47]. Les services relatifs à la santé au sein de Mar Elias sont aussi dispensés par les **habitant-e-s eux-mêmes** et par le **Comité populaire** du camp, comme cela a été le cas durant la pandémie de **Covid-19**. Lorsque la pandémie s'est déclarée, les habitant-e-s de Mar Elias s'étaient organisés pour contrôler l'entrée et la sortie du camp en mesurant la température des personnes et en mettant en place un **protocole de désinfection**. Chaque maison a de plus été pourvue avec le matériel de désinfection nécessaire. Un confinement a été instauré dans le camp après l'appel d'un comité d'urgence formé par des habitant-e-s. Le Comité populaire de Mar Elias a aussi agi au travers d'un groupe WhatsApp du camp en demandant aux parents de ne pas laisser les enfants dans les allées et incitant à respecter les procédures. Des membres du Comité populaire sont aussi allés voir chaque maison pour sensibiliser à la gravité que pourrait

représenter des cas de Covid-19 dans le camp et aussi pour informer les résident-e-s de l'importance de garder les enfants hors des rues. **L'Ambassade palestinienne au Liban** a par ailleurs apporté un support en matériel avec des désinfectants, des combinaisons ou encore des kits de premiers secours[48].

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

En 2012, la **Direction suisse du développement et de la coopération** avait financé un projet d'assainissement et d'amélioration des réseaux d'**alimentation en eau** de Mar Elias. Mis en œuvre par l'**UNRWA**, ce projet avait notamment pour but de permettre aux réfugié-e-s palestinien-ne-s résidants dans le camp d'avoir un accès à une **eau potable saine**[49]. Également en 2012, Mar Elias avait fait partie d'un programme mené par l'**Union européenne** qui avait pour but d'apporter aux familles palestiniennes des camps de réfugié-e-s au Liban une opportunité de **réhabiliter leur logement**. Les financements ont été directement transférés aux familles concernées qui pouvaient ensuite conduire leurs propres améliorations sur leur logement, sous la supervision d'ingénieurs de l'**UNRWA**[50].

DÉFENSE DES DROITS DES PALESTINIEN-NE-S

La **Palestinian Human Rights Organization**, une **ONG** basée à Mar Elias, a été établie en 1997 et agit à travers les principaux programmes suivants : la recherche, la surveillance et documentation des violations des droits humains, le plaidoyer et la dialogue par la planification, la préparation et la conduite d'ateliers de formation, de séminaires et de conférences ainsi que diverses autres activités. Elle travaille en collaboration avec des organisations internationales et d'autres

ONG[51]. Enfin, **Aidoun** est une organisation de la société civile présente à Mar Elias qui agit en particulier à la **protection** des Palestinien-ne-s. Elle travaille notamment pour la défense des droits des réfugié-e-s Palestinien-ne-s et notamment à la défense de leur **droit au retour**.



ACCÈS AUX ACTIVITÉS COMMERCIALES

La particularité de Mar Elias d'occuper une **place centrale au sein de Beyrouth** a eu une grande influence sur le développement du camp. Diverses populations migrantes ont pu venir s'y installer, de nombreux commerces ont pu ouvrir et les habitant-e-s du camp ont montré une certaine mobilité pouvant par exemple **travailler à l'extérieur**. Pour les réfugié-e-s Palestinien-ne-s qui détiennent un commerce, il a aussi été fait le choix d'entreprendre à Mar Elias car leur statut ne leur permettait pas de travailler en-dehors du camp[52]. Mar Elias montre une **ouverture sur Beyrouth** au travers des nombreuses boutiques qui se sont développées à partir du début des années 1990, à la fin de la guerre civile libanaise. La plupart des client-e-s ne vivent ainsi pas dans le camp mais viennent des quartiers voisins pour profiter de prix moins chers. Les épiceries qui vendent des produits alimentaires ont elles des client-e-s venant aussi du camp[53].

La **présence de migrant-e-s non arabes** a notamment conduit au développement de commerces au sein du camp avec par exemple l'ouverture de deux salons de coiffure **éthiopiens** en 2012 ou encore la vente de pain éthiopien et d'épices pour les **Bangladais-e-s**, proposés par les Palestinien-ne-s à destination des clientèles de personnes migrantes[54].

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

La présentation des besoins ici recensés ne se veut pas exhaustive mais correspond aux informations qui ont pu être identifiées.



LA PROMISCUITÉ

Le camp de Mar Elias est **densément peuplé**. Plus on s'enfonce dans le camp et plus les rues deviennent **étroites** et se perdent en zigzag formant un labyrinthe où l'on peut aisément se perdre. L'**étroitesse** des rues empêche par ailleurs les rayons du soleil de pénétrer dans le camp entraînant des ruelles sombres et un manque de lumière[55]. La largeur des rues fait en effet autour d'**un mètre** et ne dépasse pas deux mètres. Pour les habitant-e-s, cette organisation du camp est ressentie comme très **incommode**[56]. Les habitations sont très proches les unes des autres, voire même collées, ne laissant pas d'espace à des fenêtres qui pourraient faire entrer la lumière du jour. À Mar Elias, on retrouve de plus une forte concentration de population et **peu d'espaces verts ou d'espaces ouverts**[57].

vie à Mar Elias sont ainsi difficiles avec des **problèmes récurrents d'électricité** mais aussi **d'approvisionnement en eau** qui est par ailleurs de **mauvaise qualité**. Les petites habitations n'ont pas été rénovées depuis de longues années et il est difficile de faire venir des matériaux pour rénover le réservoir d'eau présent à l'intérieur du camp. Le **service de nettoyage des ordures** est également **mauvais**[58].



LE MANQUE DE SOINS

On observe aussi un **manque de soutien médical**[59]. Il a notamment été observé des taux d'incidence élevés de **maladies chroniques** mais aussi que beaucoup de réfugié-e-s souffraient d'**hypertension**, de **cancers** ou de **diabète**.



LE CHÔMAGE

Les habitant-e-s palestinien-ne-s du camp sont par ailleurs touchés par un phénomène de **chômage endémique**. Il faut ici rappeler que de par leur statut, les réfugié-e-s de Palestine voient leur vie socioéconomique limitée. Ils et elles sont **interdits-e-s d'exercer 39 professions** et ont un statut juridique **précaire**[60].



LE LIBAN EN CRISE

Enfin, il faut aussi remarquer que le **Liban** connaît actuellement une **situation critique** avec l'apparition de plusieurs crises qui impactent les conditions de vie de l'ensemble des habitant-e-s du pays. Le Liban fait en effet face à une crise économique qui continue de s'étendre avec une



DES INSTALLATIONS PRÉCAIRES ET DANGEREUSES

Un problème important du camp réside dans la présence de nombreux **câbles électriques et de tuyaux** qui s'entremêlent au-dessus des rues ou le long des murs. Leur **installation précaire** est très dangereuse pour les passant-e-s qui pourraient être électrocuté-e-s. Les conditions de

forte dévaluation de la livre libanaise, un **taux de pauvreté** qui est en augmentation et des représentant-e-s politiques décrié-e-s. À cela se sont ajoutées la pandémie de Covid-19 et l'explosion du port de Beyrouth en août 2020 qui a fortement atteint et marqué la population. Ces crises ont notamment provoqué un **accès restreint aux comptes bancaires des particulier-ère-s**, des opportunités d'emplois **limitées**, des salaires qui ont **chuté** en valeur de **90% en deux ans**, un taux de chômage sans précédent et le passage de **75% de la population** vivant **sous le seuil de pauvreté**. Alors que l'ensemble des habitant-e-s du pays doit faire face à d'importants problèmes économiques et sociaux, pour les résident-e-s de Mar Elias qui connaissaient déjà de nombreuses difficultés, ces différentes crises ne font qu'accentuer leurs vulnérabilités. Dans ce contexte, les personnes réfugiées voient plus que jamais leurs conditions de vie se détériorer[61].

Si Mar Elias reste marqué par l'**informalité**, la **pauvreté**, ou encore le **racisme**, notamment à l'encontre des travailleur-se-s migrant-e-s, il présente tout de même de **meilleures conditions de vie que les deux autres camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s** de Beyrouth que sont **Chatila** et **Bourj El-Barajneh**. L'insécurité et l'insalubrité sont en effet moins présentes à Mar Elias. Pour les habitant-e-s du camp, il est de plus important de maintenir une **atmosphère calme** pour ne pas risquer d'attirer le regard des autorités libanaises installées dans les quartiers voisins. On voit ainsi une hiérarchisation entre les habitant-e-s plus ancien-ne-s et les personnes venues s'installer plus récemment avec les Palestiniens-ne-s et les Libanais-e-s qui sont considéré-e-s comme les plus légitimes. S'il peut y avoir des tensions, les réalités économiques de chaque groupe poussent ainsi les habitant-e-s au **compromis**[62].



PHOTO DE MAR ELIAS ©2018 INGUNN ERIKSEN/LEBANON STUFF



PHOTO DE MAR ELIAS ©2022 KATARZYNA RYBARCZYK/THE PALESTINE CHRONICLE

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] Vincent CLOAREC, Henry LAURENS, *Le Moyen-Orient au 20e siècle*, Armand Colin, 2012, p.111.
- [2] Jihane SFEIR, « Le Liban, pays de refuge, généalogie des réfugiés arméniens, palestiniens et syriens (1915 – 2015) », *Relations Internationales*, 2017/4 (n°172), p. 44, <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2017-4-page-39.htm?contenu=article>.
- [3] *Ibid.*, p. 44.
- [4] Vincent CLOAREC, Henry LAURENS, *Le Moyen-Orient au 20e siècle*, op. cit., p. 112.
- [5] *Ibid.*, p. 112.
- [6] Jihane SFEIR, « Le Liban, pays de refuge. Généalogie des réfugiés arméniens, palestiniens et syriens (1915 – 2015) », op. cit., p. 44.
- [7] Kamel DORAÏ, *Les réfugiés palestiniens du Liban*, CNRS Editions, 2006, p. 79, <https://books.openedition.org/editorscnrs/2418>.
- [8] Kamel DORAÏ, « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban », *Asylon(s)*, réseau scientifique TERRA (Travaux, Études, Recherches sur les Réfugiés et l'Asile), 2008, p. 1, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00333392>.
- [9] Assaf DAHDAH, « Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens de Beyrouth », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30 – n°2, 2014, p. 25, <https://journals.openedition.org/remi/6859>.
- [10] Alex MAHOUDÉAU, *The cables and the power. Mobilising space, mobilising for space in the Palestinian refugee camps of Beirut, Lebanon (2014 – 2017)*, [Thèse de doctorat, King's College London], 2017, p. 50, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01786341>.
- [11] Assaf DAHDAH, « Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens de Beyrouth », op. cit., p. 29.
- [12] Farah MEFLEH, Maged YOUSSEF, « Towards a creative sustainable promenade in informal souk architecture case study: Mar Elias camps, in Beirut, Lebanon », *BAU Journal – Creative Sustainable Development*, Volume 1, Issue 1, 2019, p. 6, https://www.academia.edu/79638579/Towards_a_Creative_Sustainable_Promenade_in_Informal_Souk_Architecturecase_Study_Mar_Elias_Camps_in_Beirut_Lebanon.
- [13] *Ibid.* p. 6.
- [14] Kamel DORAÏ, « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban », op. cit. p. 8.
- [15] Lebanese Palestinian Dialogue Committee, *The population and Housing Census in Palestinian Camps and Gatherings in Lebanon, Detailed analytical Report*, 2017, p. 31, <https://lpdc.gov.lb/lpdcnews/detailed-report-of-the-population-and-housing-census-in-the-palestinian-camps-and-gatherings-in-lebanon/>.
- [16] Farah MEFLEH, Maged YOUSSEF, « Towards creative sustainable promenade in informal souk architecture study: Mar Elias camps, in Beirut, Lebanon », op. cit., p. 6.
- [17] Assaf DAHDAH, « Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens de Beyrouth », op. cit. p. 29.
- [18] Selon le recensement général de la population et des logements dans les camps et les centres de population effectué sous la supervision du Comité de dialogue libano-palestinien du Conseil des ministres libanais, Shatha ABDEL AAL, « Mar Elias : Le camp du changement le plus petit et le plus démographique [traduit de l'arabe par Google translate] », *Institute for Palestine Studies*, 2018, <https://www.palestine-studies.org/ar/node/236029>.
- [19] *Ibid.*
- [20] Kamel DORAÏ, « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban », op. cit. p. 9-10.
- [21] *Ibid.*, p. 10.
- [22] Liliane BUCCANTI-BARAKAT, « Les réfugiés au Liban, entre accueil et déracinement », *Hérodote*, n°160-161, 2016, p.262, https://www.researchgate.net/publication/301792559_Les_refugies_au_Liban_entre_accueil_et_deracinement/link/5b586559458515c4b243e737/download.
- [23] « Réfugiés syriens au Liban » sur le site internet de l'ONG Vision du Monde : <https://www.visiondumonde.fr/jem-informe/actualites-et-blog/nos-actualites/refugies-syriens-au-liban-entre-hostilité-et-crise-economique/>.
- [24] *Ibid.*
- [25] Hala Caroline ABOU ZAKI, « Les réfugiés de Syrie dans le camp de Chatila : conflits de légitimité et solidarité entre « nouveaux » et « anciens » réfugiés », *Confluences Méditerranée*, L'Harmattan, n°92, 2015, p. 50 – 51, <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-1-page-49.htm>.
- [26] Samira CHATILA, Jo KELCEY, « Increasing Inclusion or Expanding Exclusion? How the Global Strategy to Include Refugees in National Education Systems Has Been Implemented in Lebanon », *Refuge*, Volume 36, n°2, 2020, p. 13, https://www.jstor.org/stable/48648688#metadata_info_tab_contents.
- [27] Liliane BUCCANTI-BARAKAT, « Les réfugiés au Liban, entre accueil et déracinement », op. cit., p. 267.
- [28] UNRWA, *Annual operational report*, 2020, p. 13 <https://www.unrwa.org/resources/about-unrwa/annual-operational-report-2020>.
- [29] Hind SHARIF, « Refugee-led humanitarianism in Lebanon's Shatila camp », *Forced Migration Review*, numéro 57, 2018, p. 11, <https://www.fmreview.org/syria2018/sharif>.
- [30] *Ibid.*
- [31] Hala Caroline ABOU ZAKI, « Repenser le politique dans le camp de Chatila : l'expérience des Ahali », *A contrario*, n°23, 2016, p. 61, <https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2016-2-page-57.htm>.
- [32] Mariam KLAIT, *Narrating Palestinian Refugees in Lebanon: Space, Civil Society and the Moral Economy of Refugees*, [Thèse de doctorat, Simon Fraser University], 2012, p.93, https://summit.sfu.ca/_flysystem/fedora/sfu_migrate/12411/etd7377_MKlait.pdf.
- [33] Homme d'état palestinien et figure de la résistance, il a notamment présidé le comité exécutif de l'OLP puis été élu président de l'autorité palestinienne en 1996 jusqu'à sa mort en 2004. Selon « Portrait de Yasser Arafat » par Delphine Froment publié sur le site Les Clés du Moyen-Orient en 2013 : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Arafat-Yasser.html>.
- [34] Hala Caroline ABOU ZAKI, « Dans le « cocktail » de Chatila : discours et récits autour d'une perte passée, présente et future », *Ethnologie française*, vol. 51, 2021, p. 319.

- [35] Shatha ABDEL AAL, « Mar Elias : Le camp du changement le plus petit et le plus démographique [traduit de l'arabe] », op. cit.
- [36] Hala Caroline ABOU ZAKI, « Repenser le politique dans le camp de Chatila : l'expérience des Ahali », op. cit., p. 60.
- [37] Vincent CLOAREC, Henry LAURENS, Le Moyen-Orient au 20e siècle, op. cit., p. 148-149.
- [38] « Mar Elias Camp » sur le site internet de l'UNRWA : <https://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon/mar-elias-camp>.
- [39] JMiddle East Monitor, « Photo Essay : Life as a Palestinian refugee in Lebanon », juin 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20190621-photo-essay-life-as-a-palestinian-refugee-in-lebanon/>.
- [40] Hala Caroline ABOU ZAKI, « Les réfugiés de Syrie dans le camp de Chatila : conflits de légitimité et solidarité entre « nouveaux » et « anciens » réfugiés », op. cit., p. 55.
- [41] Tejendra PHERALI, Moghli MAI ABU, Elaine CHASE, « Educators for Change : Supporting the Transformative Role of Teachers in Contexts of Mass Displacement », *Journal on Education in Emergencies*, Vol. 5, 2020, p. 148, <https://www.semanticscholar.org/paper/Educators-for-Change%3A-Supporting-the-Transformative-Pherali-Moghli/d3ba5a02c4a88c95aab71879b9008f01e901cf70>.
- [42] Compte-rendu de la séance 9116E du Conseil de Sécurité de l'ONU du 25 août 2022, disponible sur <https://press.un.org/fr/2022/cs15006.doc.htm>.
- [43] Blandine LAVIGNON, « En situation financière critique, l'Unrwa appelle aux dons », *L'Orient-Le-Jour*, 5 février 2020, <https://www.lorientlejour.com/article/1205289/en-situation-financiere-critique-lunrwa-appelle-aux-dons.html>.
- [44] Page internet de présentation des activités à Mar Alias de Beit Atfal Assumoud : <http://www.socialcare.org/portal/mar-elias/53/>.
- [45] « Mar Elias Camp » sur le site internet de l'UNRWA : <https://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon/mar-elias-camp>.
- [46] Shatha ABDEL AAL, « Mar Elias : Le camp du changement le plus petit et le plus démographique [traduit de l'arabe] », op. cit.
- [47] UNRWA Newsroom, « Mar Elias camp joins WHO's global movement : 1000 lives, 1000 cities », 2010 : <https://www.unrwa.org/newsroom/features/mar-elias-camp-joins-who%E2%80%99s-global-movement-1000-lives-1000-cities>.
- [48] Ayham Al-SAHLI, « Creative Initiatives in Mar Elias Camp », Institute for Palestine Studies, 2020, <https://www.palestine-studies.org/en/node/1649875>.
- [49] UNRWA Newsroom, « SDC Funds upgrading of water supply in Palestinian camps in Lebanon », 2012 : <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/sdc-funds-upgrading-water-supply-palestinian-camps-lebanon>.
- [50] UNRWA Newsroom, « EU supports Palestine refugees rehabilitating their shelters in Lebanon », 2012, <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/eu-supports-palestine-refugees-rehabilitating-their-shelters-lebanon>.
- [51] Danish Immigration Service, Stateless Palestinian Refugees in Lebanon, Octobre 2014, p. 73, <https://www.refworld.org/docid/558421344.html>.
- [52] Kamel DORAI, « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban », op. cit., p. 9.
- [53] Alex MAHOUDEAU, *The cables and the power, Mobilising space, mobilising for space in the Palestinian refugee camps of Beirut, Lebanon* (2014 – 2017), op. cit., p. 63.
- [54] Assaf DAHDAH, « Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens de Beyrouth », op. cit. p. 28.
- [55] Alex MAHOUDEAU, *The cables and the power, Mobilising space, mobilising for space in the Palestinian refugee camps of Beirut, Lebanon* (2014 – 2017), op. cit. p. 50.
- [56] Farah MEFLEH, Maged YOUSSEF, « Towards a creative sustainable promenade in informal souk architecture case study: Mar Elias camps, in Beirut, Lebanon », op. cit., p. 13.
- [57] Farah MEFLEH, Maged YOUSSEF, « Towards a creative sustainable promenade in informal souk architecture case study: Mar Elias camps, in Beirut, Lebanon », op. cit., p. 15.
- [58] Shatha ABDEL AAL, « Mar Elias : Le camp du changement le plus petit et le plus démographique [traduit de l'arabe] », op. cit.
- [59] Selon l'association Beit Atfal Assumoud : <http://www.socialcare.org/portal/mar-elias/53/>.
- [60] UNRWA, *Annual operational report*, 2020, p. 13, op. cit.
- [61] Wissam SAADA, « Lebanon viewed as one sizeable palestinian camp », *Jousour*, Issue 8, 2021, <https://lpdc.gov.lb/josourarticles/lebanon-viewed-as-one-sizeable-palestinian-camp/>.